

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 07/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC EOLIEN LES GARACHES**

SEPE LES GARACHES  
80500 Assainvillers

Références : 23/07/2024  
Code AIOT : 0003800767

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN LES GARACHES implanté SEPE LES GARACHES 80500 Assainvillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 juin 2024 dans l'établissement Société d'Exploitation Parc Eolien Les Garaches implanté à Assainvillers 80500. L'inspection a été annoncée le 19 avril 2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN Les Garaches
- PARC EOLIEN 80500 Assainvillers
- Code AIOT : 0003800767
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN LES GARACHES
- SEPE LES GARACHES 80500 Assainvillers
- Code AIOT : 0003800767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Les Garaches situé sur la commune d'Assainvillers est en cours de construction. Ce parc sera exploité par la société SEPE Les Garaches et est constitué de 5 aérogénérateurs.

Les éoliennes, de type Vestas V126, présentent les caractéristiques suivantes :

hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 137 mètres ;  
 hauteur totale : 200 mètres ;  
 puissance unitaire : 3,3 MW pour les éoliennes E1 et E2 et 3 MW pour les éoliennes E3, E4 et E5.

Le parc a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 11 décembre 2019, il relève de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées encadré par les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le parc a fait l'objet d'une déclaration de mise en chantier en date du 22 août 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Une partie de l'inspection s'est effectuée sur la base vie du chantier implantée dans une cour de ferme sur la commune de Piennes-Onvillers, la suite de l'inspection s'est déroulée directement sur le site d'implantation.

Les plateformes E1, E2 et E4 n'ont pas fait l'objet de la visite, des transferts de grue et de matériaux étant en cours.

L'inspection a relevé que la prescription relative au remplacement du VOR conventionnel de Montdidier n'était plus adaptée au contexte actuel.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 3	Sans objet
2	Remplacement du VOR conventionnel de Montdidier	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 5	Sans objet
3	Accès routier aux éoliennes E3 et E4	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 6	Sans objet
4	Liste des installations	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE		
5	Protection des chiroptères / avifaune	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 3.2	Sans objet
6	Protection des enjeux écologiques existants	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.1	Sans objet
7	Protection des sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.2	Sans objet
8	Période du chantier	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.3	Sans objet
9	Organisation du chantier	Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.4	Sans objet
10	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien Les Garaches est constitué de 5 aérogénérateurs et sera exploité par la société SEPE Les Garaches (filiale de la société Alterric France).

Le chantier est coordonné, en appui du maître d'ouvrage, par les sociétés Vestas et Elys.

Les points vérifiés durant l'inspection indiquent une conformité réglementaire aux prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Liste des installations concernées par l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Localisation des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les parcelles autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : Commune Assainvillers. E1 : W2, X : 669827, Y : 6946948 ; E2 : W27, X : 670137, Y : 6947459 ; E3 : W21, X : 670500, Y : 6947921 ; E4 : Z33, X : 671234, Y : 6947899 ; E5 : Z31, X : 671785, Y : 6947892 ; PDL1 : W27, X : 670080, Y : 6947324 ; PDL2 : W27, X : 670084, Y : 6947326

**Constats :**

L'exploitant fait savoir à l'inspection qu'un seul poste de livraison est installé pour l'ensemble du parc et non deux comme indiqué dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Des transferts de grue et de matériaux étaient en cours lors de la visite d'inspection, ainsi les éoliennes E1, E2 et E4 n'ont pas pu faire l'objet de relevé. Le responsable de site chez Vestas a transmis à l'inspection les coordonnées GPS du centre des plateformes, suite à la réalisation des travaux.

Liste des coordonnées relevées :

Éolienne	Parcelle	X	Y
E1	W2	Vestas : 669828	6946949
E2	W27	Vestas : 670137	6947458
E3	W21	Inspection : 670505	6947921
Vestas : 670505	6947916		
E4	Z33	Vestas : 671234	6947899
E5	Z31	Inspection : 671787	6947891
Vestas : 671790	6947889		
PDL	W27	Vestas : 670094	6947335

Compte tenu de la précision de l'appareil de mesure, les coordonnées d'implantation sont cohérentes avec celles prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Remplacement du VOR conventionnel de Montdidier**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 5

**Thème(s) :** Autre, Convention VOR Doppler de Montdidier

**Prescription contrôlée :**

La mise en place du présent projet est conditionnée au respect des termes de la convention relative aux modalités de financement des travaux de remplacement du VOR conventionnel de Montdidier par un VOR Doppler (convention référencée V1R2 / 03 novembre 2016) passée entre la Direction de la Technique et de l'Innovation (DTI), la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA) et la SEPE Les Garaches (signatures des 14 et 21 novembre 2016). Le respect des termes de cette convention sera acté par une attestation établie par la DTI / DSNA, ou le service qui pourrait lui succéder ou le remplacer.

## Constats :

Le parc éolien Les Garaches à Assainvillers (80), en cours de construction, est conditionné au respect d'une convention passée entre la Direction de la Technique et de l'Innovation, la Direction des Services de la Navigation Aérienne et la SEPE Les Garaches - exploitant du parc éolien (convention référencée V1R2 / 03 novembre 2016) relative aux modalités de financement des travaux de remplacement du VOR de Montdidier par un VOR Doppler. Ces éléments sont issus du courrier pour avis conforme émis par la DGAC en date du 15 décembre 2016.

L'exploitant informe l'inspection que la direction des services de la navigation aérienne a décidé le retrait du VOR de Montdidier dans le cadre d'un plan national de rationalisation des VOR en France, sans prévoir son remplacement par un VOR Doppler (programme de 24 VOR retirés de service annoncé le 24 mai 2021). Par conséquent, l'engagement de la Société d'Exploitation du Parc Éolien (SEPE) Les Garaches de remplacer le VOR de Montdidier par un VOR Doppler est devenu caduc.

Toutefois, la SEPE Les Garaches s'engageait, vis-à-vis de la direction générale de l'aviation civile et de la direction des services de la navigation aérienne, à respecter l'obligation de ne pas lever les aérogénérateurs du parc éolien Les Garaches avant le retrait du VOR de Montdidier. Le document formalisant cet engagement « Engagement relatif à la protection du VOR de Montdidier (MTD) » a été transmis à l'inspection.

Les échanges entre la direction des services de la navigation aérienne et l'exploitant ont, également, été communiqués à l'inspection. Par mail en date du 8 novembre 2022, la DSNA informe que le radiophare omnidirectionnel VHF (VOR) de Montdidier (MTD) a été retiré de service le 3 novembre 2022.

Le levage des éoliennes a démarré à compter du mois d'avril 2024, respectant les termes de l'engagement.

Suite à l'inspection et compte tenu des informations transmises par l'exploitant, l'inspection a sollicité le service national d'ingénierie aéroportuaire afin d'obtenir des informations complémentaires concernant la gestion des balises de radionavigation de type VOR.

En date du 11 juillet 2024, le service national d'ingénierie aéroportuaire, indique que le radiophare omnidirectionnel VHF (VOR) de Montdidier a été retiré de service le 3 novembre 2022. Il précise qu'une fois retiré de service, un même VOR ne peut pas être remis en service et qu'il n'y a plus lieu de tenir compte des conventions relatives aux modalités de financement du remplacement du VOR conventionnel de Montdidier par un VOR Doppler.

L'article I. 5 de l'arrêté préfectoral n'est plus adapté à la situation actuelle. Une proposition d'arrêté préfectoral d'abrogation visant cet article est jointe en annexe.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Accès routier aux éoliennes E3 et E4

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article I. 6

<b>Thème(s) :</b> Autre, Autorisation gestionnaire du réseau routier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bénéficiaire de la présente autorisation doit obtenir en cas de mise en place d'accès direct à la RD 935, pour les éoliennes E3 et E4, les autorisations adéquates auprès du gestionnaire de ce réseau routier ou il doit étudier les solutions palliatives pouvant exister compte tenu de la présence à proximité de chemins d'exploitation ou de voies communales.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé les demandes d'autorisation nécessaires au gestionnaire de voirie. Ont été communiqués à l'inspection les procès verbaux (PV 2024 032 001 et PV 2024 032 002 du Conseil Départemental en date du 13/02/2024). Ces deux arrêtés autorisent d'une part l'occupation du domaine public pour le passage de câble électrique et l'autorisation d'occupation du domaine public avec la création le long des RD935 et RD930 de cinq aménagements provisoires (communes Assainvillers et Faverolles) pour accéder aux éoliennes.  L'exploitant indique avoir fait intervenir un huissier en amont du chantier et précise qu'un constat en présence des parties prenantes sera réalisé à l'issue du chantier afin d'acter la remise en état du site. L'exploitant précise que le Conseil Départemental a déjà réalisé une visite sur site afin de constater les réalisations.  À l'occasion de la visite du chantier, l'inspection a noté la présence des balises routières J11 le long de la route départementale 935, conformément à l'article 2 du PV 2024 032 002.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par donner acte du 23/05/2022, les installations autorisées présentent les caractéristiques suivantes : Hauteur maximum au moyeu : 137 mètres ; Hauteur maximum en bout de pale : 200 mètres ; Puissance maximale unitaire : 3,6 MW ; Puissance totale maximale installée : 18 MW ; Nombre d'aérogénérateurs : 5.
<b>Constats :</b>  L'affichage dans le bureau de la base vie présentait les caractéristiques des éoliennes installées : - E1 et E2 : Vestas V126 - 3,3 MW ; - E3, E4 et E5 : Vestas V126 - 3MW. L'exploitant a, également, transmis à l'inspection, une attestation de bridage des aérogénérateurs Vestas pour le modèle V126-3,6MW GS à 3,3 MW.  Les caractéristiques techniques correspondent à celles prévues dans le donner acte en date du 23

mai 2022.
<p>Lors de la visite les aérogénérateurs E3 et E4 étaient montés, ainsi que le poste de livraison. Les trois autres machines étaient en cours de montage.</p> <p>Le logo Vestas est visible sur les nacelles des machines.</p> <p>Lors de la visite l'inspection a pu voir les composants en « kits » stockés au pied des machines. Les numéros de séries étaient indiqués, de même que le modèle d'éolienne « V126MK3A ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Protection des chiroptères / avifaune

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des nids de busards
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant met en place une mesure d'accompagnement consistant en la protection des nids de busards au moment du chantier éolien et de toute intervention importante. En cas de repérage de nids de busards par l'écologue lors de son passage préalable aux travaux, l'exploitant met en place une protection autour des nids repérés consistant en la pose d'une rubalise autour du nid de manière à le rendre visible pour les agriculteurs en amont de la moisson. La technique de pose de cage grillagée pourra être discutée avec l'écologue et l'agriculteur concerné pour optimiser la protection du nid. Cette protection est mise en place jusqu'à l'envol complet des jeunes busards. L'écologue pourra contrôler l'efficacité de cette mesure le temps de sa mise en place. Un rapport est produit à l'issue de la campagne de protection. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de suivi environnemental du chantier du parc éolien Les Garaches (80) n°2, rédigé en juin 2023 par le bureau d'étude Envol Environnement, indique que le premier passage en date du 15 mars 2023 a permis de vérifier l'absence de nichée au droit des implantations, dans un rayon de 50 mètres, ainsi qu'au niveau des chemins d'accès. Il est mentionné qu'à la période correspondant à l'étude de déminage, il n'y a pas eu de nid repéré.</p> <p>Un passage spécifique à l'étude des busards a été réalisé le 16 juin 2023, lequel n'a révélé aucun individu ou nid.</p> <p>Lors du passage réalisé le 28 mai 2024, un Busard Saint-Martin a été observé en vol de chasse au niveau de l'éolienne E5.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Protection des enjeux écologiques existants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Balisage écologique en phase travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du</p>



lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation, communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès,...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale.

Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies doivent être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...). Enfin, il convient de restaurer les milieux dans leur état écologique initial après chantier.

### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des rapports de suivi environnemental du chantier du parc éolien Les Garaches, réalisés au jour de l'inspection. Ces suivis ont été réalisés par le bureau d'études Envol Environnement.

« Cette mission repose sur la réalisation de 8 passages de suivi de chantier dont :

- 1 passage préalable aux travaux pour repérage des sensibilités et enjeux écologiques ;
- 1 passage avant les travaux de terrassement ;
- 5 passages pendant les travaux ;
- 1 passage à l'issue du chantier. »

Ils ont été effectués en date :

- 15 mars 2023 : amont des travaux : aucun balisage jugé nécessaire - présence du lapin de garenne ;
  - 16 juin 2023 : passage spécifique busards : aucun individu ou nid observé ;
  - 15 septembre 2023 : balisages des emprises chantier : validation de la reprise des travaux ;
  - 8 novembre 2023 : signalétique chantier en place : « La destruction partielle des haies H7 et H8, due à la problématique cadastrale, sera compensée par une augmentation du linéaire de haie déjà prévu à planter, d'au moins l'équivalent de la portion détruite. » chemin d'accès éolienne E5.
  - 19 décembre 2023 : déchets doivent faire l'objet d'un tri sélectif : constat de la présence d'un contenant de produit toxique avec des déchets cartons et plastiques recyclables ;
  - 10 avril 2024 : Couple de Faucon crécerelle jugé nicheur probable au niveau de la haie 5 : « redéfinir un cheminement provisoire sur site pendant la saison de nidification (fin juillet), en évitant ce territoire de reproduction probable de l'espèce ».
  - 14 mai 2024 : « le nid de Faucon crécerelle précédemment identifié a été déserté par l'espèce et repris par un Hibou moyen-duc, jugé nicheur certain au niveau de la haie 5. Aucune mesure n'est à prendre pour la nidification du Hibou moyen-duc, peu sujet au dérangement par les activités de chantier ».
  - 28 mai 2024 : Observation d'un Busard Saint-Martin mâle en vol de chasse au niveau de l'éolienne E5. Le Hibou moyen-duc, jugé nicheur, n'a pas été observé. L'étude indique qu'un report de l'espèce sur un autre site de nidification suite à un dérangement est possible.
- De manière générale, l'écologue recommande de fermer la benne à déchets pour éviter l'envol des déchets dans la nature.

En amont des travaux, est relevée la présence du Lapin de garenne et d'indices de reproduction possible de certaines espèces d'oiseaux à proximité des emprises travaux. Aucun balisage n'a été jugé nécessaire. L'écologue recommande de rouler au pas sur les emprises chantier et notamment à proximité des haies.

Pendant les travaux, aucun comportement spécifique n'a été relevé vis-à-vis de l'activité de chantier. Un couple de faucon crécerelle a été jugé nicheur probable au niveau de la haie 5,

<p>tronçon qui permet de rejoindre l'éolienne 1 et 2 à l'éolienne 4. L'écologue indique qu'il faut redéfinir un cheminement provisoire sur site pendant la période de nidification, soit jusqu'à fin juillet, en évitant ce territoire de reproduction probable.</p> <p>La visite suivante, réalisée spécifiquement pour vérifier la nidification du Faucon crécerelle n'a pas permis d'observer l'espèce, elle conclut au report de l'espèce sur un autre site de nidification. Les constats sont similaires pour le Hibou moyen-duc.</p> <p>A noter, la destruction partielle des haies H7 et H8 due à la problématique cadastrale. L'exploitant indique que cette destruction sera compensée par une augmentation du linéaire de haie déjà prévu à planter, d'au moins l'équivalent de la portion détruite.</p> <p>Le dernier suivi écologique sera effectué après la remise en état du site, à l'issue du chantier.</p> <p>Le suivi environnemental spécifique chantier pour le parc éolien Les Garaches comptabilisera au total 9 visites du bureau d'étude Envol Environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Protection des sols et des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des sols et des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations.</p> <p>[...]</p> <p>Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence (par exemple les aires de grutage des éoliennes). L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux et dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, la zone concernée par l'incident est traitée, sans délai, par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le stockage des huiles (réservoirs neufs et usagés) est effectué dans un conteneur dédié sur le site</p>

de la base vie.
Lors de la visite des plateformes des éoliennes E3 et E5, aucun stockage n'a été constaté. Aucune trace de fuite d'hydrocarbure n'a été constatée sur ces plateformes le jour de l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Lors de la visite, il a été constaté que l'extincteur présent dans le conteneur dédié au stockage des huiles et produits chimiques n'était pas à jour de sa vérification périodique. Il convient de prendre les mesures nécessaires afin de procéder au contrôle ou au remplacement de l'extincteur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Période du chantier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Période du chantier
<b>Prescription contrôlée :</b>
Afin de ne pas perturber la nidification des populations aviaires, les travaux de terrassement des éoliennes et des nouveaux chemins doivent avoir lieu en dehors de la période de nidification (mi-mars à fin juillet) et, dans la mesure du possible, au cours de périodes où le sol n'est pas trop gorgé d'eau afin d'éviter le phénomène d'orniérage. Plus généralement le calendrier de chantier est calé sur les contraintes écologiques locales (phénologies de la reproduction des espèces sensibles) et adapté en permanence pendant le déroulement du chantier sur les conseils d'un écologue.
<b>Constats :</b>
L'exploitant a transmis un rapport de l'état initial du site avant chantier, sur la zone d'implantation. Ce suivi environnemental a été réalisé le 15 mars 2023 par le bureau d'étude Envol Environnement. Le rapport indique que le contrôle portait principalement sur le tracé des chemins à renforcer et à créer, ainsi que sur les linéaires arborés et arbustifs. Aucun balisage n'a été jugé nécessaire, dans la mesure où aucune sensibilité écologique spécifique n'a été relevée. Un nouveau suivi a été réalisé le 15 septembre 2023, avant les travaux de terrassement. La conclusion de ce passage sur site est « les travaux peuvent reprendre dans impacts significatifs concernant la faune » .
La déclaration d'ouverture de chantier a été effectuée en date du 22 août 2023. D'après le planning travaux communiqué par l'exploitant, document intitulé « GAH - Planning Travaux », les travaux ont débuté par le lot « voiries &PF / STPA ».
Les travaux de construction du parc ont commencé en septembre 2023 par l'installation de la base vie.
En semaines 38 et 39 ont débuté les opérations de terrassement des chemins. Cette période est compatible avec l'arrêté afin d'éviter les périodes de nidification.
La première réunion de chantier s'est déroulée le 9 octobre 2023.

N° 9 : Organisation du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2019, article II. 4.4

Thème(s) : Autre, Organisation du chantier

**Prescription contrôlée :**

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

des réfectoires;

des vestiaires;

des sanitaires;

des bureaux;

des modules de stockage. Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire. Les aires de stockage doivent être organisées en retrait des ouvertures visuelles majeures pour éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire. Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement. Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées. La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont évacués ou stockés sur place, puis dans la mesure du possible, mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier. Les éventuels matériaux excédentaires sont exportés conformément aux réglementations en vigueur.

**Constats :**

La base vie est implantée à Piennes-Onvillers (dans une cour de ferme).

La plateforme est stabilisée. La base vie est constituée de plusieurs bâtiments dont un vestiaire, des blocs sanitaires, un réfectoire, des bureaux.

Une zone de collecte des déchets est également implantée sur le site de la base vie (DIB, ferraille, produits chimiques).

Les compteurs eau et électricité sont placés à l'arrière de la base vie, ils sont relevés de manière hebdomadaire. Les données de suivis ont été transmises à l'inspection.

L'implantation de la base vie, en arrière de bâtiments dans une cour de ferme, n'est pas visible depuis la rue et ne porte pas atteinte au paysage. Les abords sont maintenus propres.

Le périmètre de chantier est constitué des accès et des plateformes dédiées à l'implantation des éoliennes. Il est délimité naturellement par la consistance des sols stabilisés, au-delà les espaces sont cultivés.

La zone de stockage des déchets accueille différentes bennes dans le cadre du tri des déchets et

dispose, également, d'un conteneur fermé pour la collecte et le stockage des déchets dangereux. La société Vestas présente en permanence sur le site de la base vie indique que les bordereaux de suivi de déchets sont transmis à l'exploitant (Alterric), ainsi qu'à l'assistant à maîtrise d'ouvrage (Elys).
Les stocks de terre sont encore disposés à proximité des machines en cours d'élévation. Ils seront régaliés lors des terrassements en finition en fin de chantier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déclaration d'ouverture du chantier de construction
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste(s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. II. A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant, mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes : - [...] - la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement d'une installation ; - la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; [...] Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis, à l'inspection, le formulaire CERFA de déclaration d'ouverture de chantier en date du 22 août 2023. Les données apparaissent sur l'application OREOL (Outil de Référencement des EOLiennes).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant informera l'inspection de la date de mise en service industrielle. Par ailleurs, les éléments justifiant la constitution des garanties financières sont à transmettre à monsieur le préfet de la Somme avant la mise en service industrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Voie d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de

l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les voies d'accès sont accessibles et entretenues. Les abords de l'installation sont en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite